

LAVA 04

Marc
Botenga

Les illusions du «Lexit»

79

Après l'écrasement du gouvernement de Syriza et le Brexit, les discussions sur la stratégie de la gauche vis-à-vis de l'Union se sont intensifiées. L'Europe, on l'aime ou on la quitte ?

positifs, ces deux approches renoncent complètement à résoudre les questions centrales du gouvernement et du pouvoir. Elles limitent l'horizon stratégique de la gauche à une gestion améliorée du capitalisme. Existe-t-il une autre stratégie ?

En 2015, l'échec du gouvernement grec à négocier une sortie de l'austérité a donné un coup de fouet aux débats stratégiques au sein de la gauche européenne. Ces débats portent principalement sur une alternative. Faut-il démocratiser l'Union? Ou faut-il réaliser un «Lexit» (Left Eur-exit): un gouvernement de gauche qui sort de la zone euro ou de l'Union. Au-delà de leurs aspects

Sortir pour avancer ?

Le visage de l'intégration européenne actuelle est aussi moche que les bâtiments de ses institutions sont gris. Bruxelles, capitale de l'Union européenne, en est un symbole. Un habitant sur trois y est menacé de pauvreté. Un enfant sur quatre y grandit dans une famille où personne n'a de travail. Mais, même en mettant de côté le désastre grec, Bruxelles ne fait pas exception. En dix ans, le nombre de travailleurs pauvres a doublé en Allemagne. En Italie, plus de huit millions de personnes vivent dans la précarité. En France, neuf millions de personnes, dont trois millions d'enfants, sont pauvres. Le Portugal a perdu un demi-million de travailleurs entre 2011 et 2014. Entre-temps, ultrariches et grandes entreprises cachent des montagnes d'or et d'argent dans les paradis fiscaux.

Face à cela, l'establishment européen n'a fait que renforcer l'autoritarisme austéritaire. Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe entre 2013 et 2018, ose s'en féliciter : « Vous connaissez l'expression "ne gêchez pas une bonne crise" ; et bien, nous n'avons pas gâché cette crise. »

À côté de cela, les dogmes du « tous contre tous », dont dégoulinent les traités européens, ont favorisé la montée d'une droite dure xénophobe. La crise sociale et écologique est énorme. Mais les Merkel et Macron de ce monde veulent continuer comme si de rien n'était.

« Pour être clairs : ce n'est pas récemment que l'Union européenne est devenue un endroit inhospitalier pour les progressistes. En fait, elle l'a toujours été¹ », écrivait Ferdi De Ville après la capitulation, à la mi-juin 2015, du gouvernement grec d'Alexis Tsipras devant ses créanciers de la Troïka. C'est donc sans surprise que l'idée d'une sortie de l'UE séduit du côté de la gauche radicale. Cédric Durand résume bien le sentiment des partisans d'une sortie de gauche : « [...] le choix politique que nous devons opérer est le suivant : ou accepter, comme en Grèce, une défaite au nom de l'illusion de changer l'Europe ou nous préparer à commencer le changement dans le pays le plus avancé. Pour faire la démonstration qu'il y a effectivement des alternatives, une sortie de la monnaie ou sa dissolution sont nécessaires. La justice sociale, la transition écologique et la démocratie réelle sont réalisables. Mais, seulement en dehors de la prison de l'euro². » Durand n'est pas le seul à proposer des alternatives concrètes. Joseph Stiglitz a écrit un livre sur le thème³. Wolfgang Streeck prône un Bretton Woods européen⁴. Frédéric Lordon a proposé de dissoudre l'euro pour créer une monnaie commune sans

Le visage de l'intégration européenne actuelle est aussi moche que les bâtiments de ses institutions sont gris.

l'Allemagne⁵. Costas Lapavistas a établi un plan pour un défaut de paiement dirigé par le débiteur, combiné à une *sortie progressive* de l'euro⁶.

Disons d'emblée que, pour la gauche radicale, accepter ce cadre comporte un piège important. Se focaliser sur les nombreuses failles de l'euro et de l'Union européenne risque de masquer le contexte systémique économique et politique. C'est pourtant le capitalisme, et non l'euro ni l'Union européenne, qui relie les crises économiques, écologiques, démocratiques et culturelles profondes d'aujourd'hui. Pour s'attaquer à ces crises, il faudrait une société tout à fait différente, libérée des dogmes de la concurrence et du tout au marché. Bien sûr, la question mérite cependant d'être posée : une campagne en faveur de la sortie de l'Union européenne ou de l'euro va-t-elle faciliter ou entraver la lutte pour cette nouvelle société ?

Marc Botenga



Marc Botenga est juriste et politologue. Il travaille comme conseiller politique pour la fraction de la Gauche Unitaire Européenne (GUE/NGL) dans la commission Industrie, Recherche et Énergie (ITRE) du parlement européen.

Sortir : la force d'une idée

Cinq considérations jouent un rôle central dans la force de séduction d'une sortie de gauche. (1) Les politiques de gauche sont incompatibles avec les traités européens. (2) Les États nationaux, guidés par des gouvernements de gauche, peuvent offrir un rempart contre le néolibéralisme. (3) Les rapports de force sont plus favorables dans certains États membres. Au niveau national, nous pouvons montrer que des alternatives existent. (4) L'Union européenne oppose les peuples les uns aux autres. Sortons-en pour un réel internationalisme. (5) Un mouvement paneuropéen est improbable dans un avenir proche.

Commençons par le premier point. L'incompatibilité est réelle, cela ne fait aucun doute. L'application d'un programme de gauche créera inévitablement un conflit avec le cadre européen, impliquant le risque d'un chantage à la grecque ou la fin de l'adhésion du pays à l'UE. Souvent les partisans d'une stratégie de sortie présentent alors une tactique en trois étapes. D'abord, un parti radical de gauche est élu au gouvernement. À moins que son changement de politique ne soit accepté par ses partenaires européens (plan A), le pays sortirait ensuite de la zone euro (plan B). Après avoir affronté les inévitables bouleversements consécutifs à une telle sortie, le gouvernement de gauche mettrait alors en œuvre des politiques essentiellement keynésiennes, faisant appel à l'adhésion populaire.

Les tenants de cette stratégie de sortie s'en tiennent à l'un des principaux choix tactiques de Syriza : le pragmatisme pour arriver au gouvernement.

Pour Costas Lapavistas, de telles politiques renforceront, par la suite, le monde du travail par rapport au Capital et fourniront une perspective socialiste pour le continent⁷.

Ce scénario s'appuie sur l'illusion répandue d'un changement par les urnes entraînant le rejet des traités européens. Or, malgré tous leurs défauts, ces traités ont peu de pouvoir en soi. Pas plus que la Constitution américaine ne fait obstacle à un État socialiste du Vermont, ce ne sont pas les traités européens qui bloquent les politiques de gauche. Ils ne

font qu'exprimer et, dans une certaine mesure, renforcer les rapports de force existant entre Capital et Travail. S'il existait d'autres rapports de force, ces textes seraient ignorés ou bouleversés. Le bilan des gouvernements de gauche européens depuis 1945 illustre la thèse qu'une confrontation avec le Capital national et européen nécessite la conquête du pouvoir par la mobilisation et l'organisation d'un contre-pouvoir considérable, pas seulement la conquête du gouvernement⁸.

De nombreux partisans de la sortie reconnaissent d'ailleurs la nécessité d'un tel contre-pouvoir. Mais ils négligent un aspect important : la construction d'un tel contre-pouvoir ne peut attendre l'émergence d'un gouvernement radical de gauche. Les appels postélectoraux en faveur d'une mobilisation populaire arrivent trop tard. Ne pas intégrer dans la stratégie d'un parti, dès le départ, les limites de la simple action électorale ou parlementaire renforce en outre l'illusion qu'un changement peut se produire par le seul biais d'un scrutin et refuse de donner la nécessaire centralité à l'organisation préalable d'un mouvement populaire. Malgré leurs critiques sur Syriza, les tenants de cette stratégie de sortie s'en tiennent à l'un des principaux choix tactiques du parti grec : le pragmatisme pour arriver au gouvernement, même au détriment du renforcement du parti et de l'organisation d'un contre-pouvoir populaire.

S'il est parfaitement logique de prévoir l'éventualité d'une sortie lorsqu'on se prépare à gouverner, les mesures économiques de gestion d'une telle sortie viendront probablement trop tard. La fuite des capitaux, par exemple, commencera dès la probabilité d'une victoire électorale alors que le gouvernement de gauche ne pourra – logiquement – l'entraver au plus tôt qu'après son élection⁹. La nationalisation est un instrument essentiel, mais pas toujours la panacée, notamment lorsque certaines usines ne sont que des maillons d'une chaîne de production.

Les remparts de la justice sociale ?

La question des rapports de force nous amène au deuxième argument en faveur d'une sortie. Les États-nations seraient des remparts contre les grandes entreprises européennes ou contre le capital européen, voire international. Les luttes pour la sauvegarde des droits sociaux sont en effet, principalement, mais pas toujours, menées au niveau national. Cela n'en dit cependant pas grand-chose sur l'État national. Ce ne sont pas les États-nations et leurs classes dirigeantes qui ont été généreux en matière de droits sociaux. Au contraire, ils ont fait ce qu'ils ont pu pour les circonscrire. Ces droits ont été acquis grâce à la lutte des classes. Ce n'était rien de plus que des concessions inévitables. Une fois les rapports de force modifiés, les politiques ont suivi. L'État britannique n'a pas été un rempart contre la frénésie de libéralisation de Margaret Thatcher.

L'intégration européenne est un outil au service du capital européen, mais ce sont précisément les gouvernements de ces États-nations qui ont construit l'Union, à la demande des grandes entreprises. De la Communauté du charbon et de l'acier aux mécanismes de gouvernance économique du traité de Lisbonne, ce sont les gouvernements nationaux, sociaux-démocrates et de droite, qui, à l'instigation du Capital, ont été le moteur de l'intégration européenne. Aujourd'hui encore, les décisions sont, *in fine*, adoptées par le Conseil, organe intergouvernemental de l'Union. Loin d'être des bastions de protection contre le Capital, les États-nations européens renforcent et protègent constamment les intérêts des grandes entreprises.

Cet argument pour la sortie rejoint ici le mythe de la « reprise du pouvoir » au niveau national. Ce slogan pose une question importante. À quel moment exactement les peuples ont-ils eu le pouvoir dans, disons, les pays d'Europe occidentale ? À quelle époque faut-il remonter ? Les campagnes pour la sortie finissent ainsi par promouvoir une abstraction sans classe de l'État-nation. D'un point de vue quantitatif, le Capital dispose peut-être d'un rapport de force plus intéressant au niveau européen que dans certains États nationaux. En termes de caractère fondamental de classe, toutefois, il n'y a pas de différence qualitative entre l'État supranational européen émergent et les États membres individuels. Tant que le capital international et les sociétés transnationales fixeront l'ordre du jour politique, une Belgique, une Allemagne ou une Italie indépendante ne sera pas réellement sociale ou démocratique.

Mais qu'en est-il d'une sortie dirigée par un gouvernement de gauche ? Celle-ci pourrait-elle transformer le pays en un paradis social ? Sans rupture avec le capitalisme, un pays nouvellement « indépendant » et son gouvernement de gauche se trouveraient toujours en concurrence avec un énorme bloc économique capitaliste juste à côté. Une telle concurrence est susceptible d'« exiger » des sacrifices et même une austérité plus sévère si l'on veut donner une chance à ses propres entreprises nationales. En d'autres termes, la sortie seule ne permet pas d'échapper au capitalisme mondial ou à la concurrence féroce.

Sous le capitalisme, Varoufakis et Galbraith ont raison de dire que « les petits pays d'Europe seront tout aussi vulnérables aux mouvements spéculatifs de leurs monnaies, aux caprices des investisseurs internationaux et aux aléas de leurs oligarchies locales qu'auparavant¹⁰ ». Paul De Grauwe, économiste à la London School of Economics and Political Science, a exprimé avec éloquence le paradoxe : « Lorsque le Royaume-Uni quitte l'UE pour gagner plus de souveraineté (“ pour reprendre le contrôle ”), ce gain n'est réalisé que dans un sens formel. En fait, sa souveraineté réelle décline. Il en va de même pour la Catalogne¹¹. » Même sans partager la défense passionnée de De Grauwe pour plus de transferts de souveraineté, le paradoxe mérite considération.

Même dans le cadre d'un État national, la gauche devrait prendre le pouvoir, pas seulement le gouvernement. Un gouvernement de gauche ne pourra en effet même pas compter sur ses hauts fonctionnaires. Il n'y a pas besoin de revenir aux théories de « l'état profond », aux réseaux Gladio ou à la Propaganda Due italienne pour illustrer cette thèse. Le gouvernement Syriza en Grèce ne pouvait pas faire entièrement confiance à ses propres fonctionnaires, qui ont souvent divulgué des documents aux négociateurs allemands. Plusieurs partenaires européens ont activement manœuvré en vue d'un changement de gouvernement en Grèce. Qu'aurait fait la police militaire grecque en cas d'agitation¹² ? Un général britannique a récemment et ouvertement averti le leader travailliste britannique Jeremy Corbyn qu'une tentative de se retirer de l'Otan ou d'éliminer la dissuasion nucléaire pourrait déclencher des démissions massives dans l'armée et « la perspective bien réelle d'un événement qui serait bel et bien une mutinerie ».

Pas un champ de bataille que l'on peut fuir

Le troisième argument a une base matérielle claire. L'équilibre des forces entre Travail et Capital est incontestablement plus favorable dans certains pays européens qu'à l'échelle du continent. Comme, soit dit en passant, dans certaines

régions « plus à gauche » dans des pays de « droite ». Par conséquent, selon cet argument, la façon la plus simple de rompre avec les traités, ou d'obtenir une victoire du Travail sur le Capital, serait d'insuffler la lutte dans ces États membres. Choisir son champ de bataille, autant que ses batailles, pourrait être une bonne stratégie.

Pendant, penser que l'on peut contourner les rapports de force européens est une illusion. Les économies européennes sont fortement et de plus en plus intégrées. En valeur, environ les deux tiers des biens et services exportés de n'importe quel État membre vont vers d'autres États membres. En 2010, environ 70 % du stock d'investissements directs étrangers entrant dans les États membres de l'UE provenaient d'autres pays européens¹³. Mais surtout, il y a l'intégration au niveau de la production et des ventes. À court terme, une sortie aurait des conséquences dramatiques. Claus Offe et Yannis Varoufakis admettent que l'euro fut une erreur, mais considèrent prohibitifs les coûts d'un retour en arrière. Pour Joseph Stiglitz : « Ceux qui sont membres du gouvernement au moment de la décision de quitter la monnaie savent qu'il y aura du chaos et de fortes chances qu'ils soient éjectés du pouvoir. » Heinrich Flassbeck et Costas Lapavistas, favorables à une sortie, choisissent une formulation plus euphémique : « On ne saurait trop insister sur le fait que la voie de la sortie confrontationnelle exige une légitimité politique et un soutien populaire actif¹⁴. »

Ni la dévaluation rapide de la nouvelle monnaie ni le contrôle de capitaux n'empêcheront les pénuries. Quels que soient les avantages que l'annulation unilatérale de la dette peut apporter, ils n'aideront pas beaucoup au cours des premiers mois suivants la sortie.

Très souvent, un pays qui envisage sa sortie de l'UE est considéré comme une île capable de choisir n'importe quelle décision économique. Imaginez qu'un pays quitte, sous la direction d'un gouvernement de gauche, l'Union ou la zone euro. Formellement, il ne serait plus sous pression de la gouvernance économique européenne. Pourtant, d'autres États membres, à la demande de leurs grandes entreprises, ne manqueraient pas d'outils pour faire pression sur le pays rebelle. Les opposants de l'État sortant seraient très heureux de se servir de l'impact économique immédiat d'une sortie. En 2015, l'Union a réduit les apports d'argent à la Grèce pour l'obliger à obéir aux ordres européens. Imaginez que les enjeux soient plus élevés. Imaginez que tout le modèle social et économique soit en jeu. Aucun des gouvernements capitalistes autour du nouvel État véritablement social et démocratique ne tolérerait qu'une alternative émerge avec succès parmi eux. Bloquer l'accès à la liquidité ne serait que la première

Penser que l'on peut contourner les rapports de force européens est une illusion.

sanction immédiate, sanction qu'il serait difficile, mais peut-être pas impossible, à contrer partiellement par une monnaie propre instantanée. Et ensuite ? La Belgique importe actuellement environ 80 % de ses besoins énergétiques. Si elle prenait le contrôle de sa production, cela provoquerait certainement une réaction des géants énergétiques multinationaux et de leurs États. En Grèce et en Espagne, prendre le contrôle de la production industrielle ne suffira probablement même pas, du moins à court terme, compte tenu de la situation actuelle de ces industries. Dire que, dans de telles circonstances, un gouvernement a besoin du soutien actif de sa population est un euphémisme.

La pression internationale, politique et économique, aurait une influence très négative sur les rapports de force nationaux au sein du pays sortant. À tout le moins, il faudrait un large mouvement européen de solidarité avec ce pays. Il ne suffit donc pas de bien préparer la participation au pouvoir (et non seulement au gouvernement) au sein d'un pays. Simultanément, un mouvement européen devra être mis sur pied. Le degré relatif d'unité du Capital rend inopportun la limitation de la construction d'un contre-pouvoir à un seul État-nation.

Polariser sur les contradictions sociales

86

Un quatrième argument en faveur d'une stratégie de sortie concerne précisément la construction de la solidarité internationale. L'Union et la zone euro font tout pour que les travailleurs se fassent concurrence. Les politiques et les structures renforcent les inégalités et le ressentiment à l'égard, par exemple, des travailleurs polonais au Royaume-Uni. Selon ses partisans, une sortie de la zone euro ou de l'Union mettrait un terme à ce mécanisme et permettrait l'émergence d'une véritable solidarité. C'est une affirmation pour le moins unilatérale. Manifestement, tout marché met les travailleurs en concurrence.

Mais en même temps, l'unification des marchés rassemble aussi les travailleurs. Le marché intérieur européen et la zone euro ne font pas exception. En 2006, le soutien des travailleurs allemands de Volkswagen Wolfsburg à leurs collègues belges en grève a contribué à éviter la fermeture totale de l'usine Volkswagen, devenue Audi, à Bruxelles. Lorsque Ford décide en 2014 de fermer une usine en Belgique, une partie des travailleurs de la ville espagnole de Valence se déplacent vers le nord pour offrir leur solidarité. Leur discours, certes d'avant-garde, était très largement fondé sur un intérêt de classe. Un syndicaliste espagnol refuse explicitement de dire qu'ils ont eu de la chance, puisqu'aucun emploi n'a été perdu en Espagne: « Non, nous n'avons pas eu de chance, nous

perdons beaucoup de collègues. » La fermeture programmée en 2016 d'une usine Caterpillar à Gosselies et les licenciements prévus chez Carrefour en 2018 ont, à leur tour, créé une solidarité entre travailleurs français et belges. Le meilleur exemple vient peut-être des dockers. Depuis 2002, des mobilisations paneuropéennes des travailleurs portuaires ont repoussé les projets de la Commission européenne visant à libéraliser leurs conditions de travail et l'accès à leur profession. Deux directives européennes ont été arrêtées, une troisième vidée de son contenu initial. Loin d'accepter la concurrence entre ports que la Commission et les autorités portuaires voudraient exacerber, les travailleurs se sont unis autour d'intérêts de classe. Aucune de ces expériences n'est à idéaliser, mais toute stratégie de gauche doit viser à approfondir et à élargir ces exemples de solidarité de classe transeuropéenne.

Est-ce que la lutte pour une sortie de l'UE faciliterait la solidarité européenne ? Après une sortie, les États nationaux indépendants pourraient-ils construire un espace de paix, de coopération démocratique et de solidarité ? Même si l'on met de côté le caractère de classe de ces nouveaux États « indépendants », cet argument est contre-intuitif. Dans le cas le plus probable, une stratégie de sortie conduira à plusieurs systèmes et marchés capitalistes nationaux. Des marchés nationaux et leurs États en concurrence mutuelle sont moins susceptibles de créer une solidarité internationale qu'un marché unifié, et non pas plus. Et même dans le cas où un pays sortant choisirait, dans une grande agitation, d'autres politiques sociales, rien n'indique que ce choix puisse modifier de manière décisive l'équilibre des pouvoirs dans toute l'Europe.

Même les partisans d'une stratégie de sortie n'y croient pas. L'un de leurs arguments est précisément qu'il est préférable de lutter au niveau national puisqu'un mouvement à l'échelle du continent européen est improbable. Compte tenu des conséquences économiques désastreuses, il est peu probable qu'une sortie puisse convaincre les gens que c'est la voie à suivre. L'effondrement économique potentiel de l'État sortant, même si ce n'est qu'à court terme, pourrait renforcer chez les citoyens des autres États membres le sentiment qu'il n'y a pas d'alternative. Un peu comme l'establishment européen utilise actuellement les problèmes en Grande-Bretagne pour souligner quelle erreur était, à leur avis, le Brexit. Ou la façon dont la droite se sert des difficultés économiques du Venezuela pour attaquer la gauche.

Dans une lutte pour la sortie, la coordination européenne est reléguée au second plan, tout comme les revendications sociales au niveau européen. Une campagne de sortie pourrait ainsi

Toute stratégie de gauche doit viser à approfondir et à élargir ces exemples de solidarité de classe transeuropéenne.

87

même aggraver les rapports de force en focalisant sur des intérêts nationaux plutôt que sur des intérêts sociaux. La campagne pour l'indépendance catalane l'illustre bien. Il y a quelques années à peine, la lutte contre l'austérité a poussé dans la rue des millions de citoyens espagnols. Pendant la campagne électorale catalane de 2015, même les conservateurs ont dû faire des promesses sociales. En revanche, lors de la crise catalane, les appels lancés par le maire progressiste de Barcelone ou les forces de gauche pour discuter d'austérité ou de corruption étaient largement inaudibles, dissimulés derrière les drapeaux respectifs de l'État espagnol et des indépendantistes catalans. Tant le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy que le leader catalan Carles Puigdemont s'en félicitent. Ce dernier profite de son exil en Belgique pour donner à la N-VA des conférences dont le sujet est « comment briser l'hégémonie socialiste¹⁵ ». Le débat sur le Brexit a aussi donné à l'establishment des munitions contre Jeremy Corbyn, créant une distraction bienvenue par rapport à son programme social et économique.

Certains vont jusqu'à insinuer que les travailleurs allemands ont définitivement capitulé devant les stratégies patronales¹⁶. La vague de grèves organisée par le syndicat allemand IG Metall en janvier 2018 prouvent que cette affirmation est fautive. L'affirmation comporte également un grand danger. Au lieu de stimuler l'unité et la solidarité entre les classes ouvrières européennes, de tels arguments attisent le nationalisme anti-allemand dans les pays périphériques. Les travailleurs grecs et allemands se rapprocheraient-ils si la Grèce demandait à l'Allemagne de soutenir financièrement un Grexit ? Comment une campagne pour l'indépendance wallonne de la Belgique améliorerait-elle la conscience de classe ou l'unité du mouvement ouvrier ? Quel a été l'impact des mouvements indépendantistes écossais ou catalans sur la position des travailleurs dans ces pays ? Dans quelle mesure une campagne d'IG Metall contre l'État de Bavière de droite serait-elle susceptible d'améliorer la situation générale des travailleurs allemands ? Il est bien plus probable que cela fragmente davantage les mouvements ouvriers.

La fiction d'un mouvement européen ?

L'impossibilité de l'émergence d'un large mouvement européen complète les arguments en faveur d'une sortie de l'UE. Admettre la possibilité d'un tel mouvement porterait un coup mortel à tous les autres arguments en faveur de la sortie. La fragmentation est indéniable. C'est bien la division du mouvement ouvrier européen par rapport à l'unité relative du capital européen qui a

contribué à ce que l'intégration européenne prenne sa forme actuelle. La faiblesse de cet argument ne réside donc pas dans son constat. Il réside dans sa tendance à essentialiser cet état actuel des choses, l'acceptant avec un fatalisme assez étonnant.

Pour qui n'était pas convaincu du potentiel des mouvements des ports européens ou contre les traités de libre-échange, 2017 l'a pourtant confirmé : cette fragmentation est tout sauf une fatalité. Une coalition plurinationale de pilotes et d'employés de la compagnie aérienne *low cost* Ryanair a trouvé les moyens de coordonner l'action entre 87 bases en Europe. Amazon a été frappée par des grèves simultanées en Allemagne et en Italie. En 2017, Deliveroo, c'était 39 grèves dans 20 villes de 7 pays. L'autorisation potentielle du glyphosate de Monsanto a motivé plus d'un million de personnes sur tout le continent. Le sommet climatique de Bonn a attiré des gens de toute l'Europe vers l'ancienne capitale de l'Allemagne de l'Ouest.

Il est vrai que, trop souvent, ces mouvements sociaux restent isolés dans leur résistance tandis que leurs opposants parlent d'une seule voix, européenne et néolibérale. Cela doit changer et de plus en plus de partis, mouvements et syndicats adressent à l'Union européenne des revendications démocratiques radicales afin d'améliorer la situation des travailleurs en Europe. L'Europe est devenue un champ de bataille. En se limitant au seul mot d'ordre de sortie de l'UE, la gauche radicale laisserait la lutte quotidienne sur les questions européennes entre les mains de ceux qui voudraient faire croire que l'Union peut être réformée en un État social, démocratique, écologique et en faveur du peuple, à ceux qui veulent mendier de plus grosses miettes plutôt que de viser la boulangerie.

Réformer l'appareil d'État ?

Si une campagne de sortie n'est pas souhaitable, faut-il alors se battre pour la réforme de l'appareil européen existant ? La social-démocratie aimerait volontiers limiter notre horizon à cette revendication. Par la réforme, l'Union européenne pourrait devenir, selon elle, un outil du bien, généralisant les droits sociaux sur le continent et offrant un contrepoids mondial à la domination américaine. La genèse institutionnelle de l'Union justifie-t-elle une telle vision ?

Dans une lutte pour la sortie, la coordination européenne est reléguée au second plan, tout comme les revendications sociales au niveau européen.

L'appareil actuel de l'Union est loin d'être abouti et regorge de contradictions. Tout le projet pourrait bien se disloquer et s'effondrer. Néanmoins, l'establishment a fait des pas de géant vers la formation d'un appareil d'État central. Le Parlement européen, organe fédéral élu au suffrage direct, et le Conseil, son organe intergouvernemental, agissent comme deux chambres quasi législatives, bien qu'ils n'aient aucun droit d'initiative législative. La Commission européenne est un exécutif sous stéroïdes. La Banque centrale européenne a repris la politique monétaire. Les règles de gouvernance économique et les mécanismes de sanction sont à couper le souffle. Une force commune de patrouille frontalière est opérationnelle. Bientôt peut-être une armée européenne embryonnaire sera-t-elle constituée.

Plus encore peut-être que ne l'a été le Zollverein pour la formation de l'État allemand, la création d'un marché intérieur est au cœur de la formation de l'État européen. Ainsi, le marché unique européen s'aligne sur l'évolution historique des marchés capitalistes. Lorsque le système féodal de la production localisée a pris fin, les anciens droits de douane sont devenus des obstacles pour les nouvelles classes capitalistes. Le *Manifeste du parti communiste* résumait avec justesse: « La bourgeoisie supprime de plus en plus la dispersion des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence nécessaire de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été regroupées en une seule nation, avec un seul gouvernement, une seule législation, un seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier.»

Les États-nations émergents ou développés avaient centralisé les politiques publiques et la politique, fixant leurs propres exigences douanières, en utilisant

un savant mélange de libre-échange et de protectionnisme afin de protéger leurs propres marchés et de défendre leurs entreprises. Ensuite, des monopoles sont venus dominer des branches entières de l'industrie et, bientôt, être champion national n'a plus suffi. Les fusions et les acquisitions ont créé d'énormes sociétés transnationales qui s'opposent aujourd'hui à la fragmentation des petits marchés nationaux européens, créant ainsi un terrain fertile pour un marché unique européen. Évidemment, d'autres facteurs sont intervenus. Ainsi, par exemple, suite à l'échec de sa tentative d'obtenir le contrôle sur la Ruhr après la Seconde

L'emploi dans les secteurs du charbon, du textile, de l'acier, du verre et de la construction navale a été sacrifié sur l'autel des actionnaires.

Guerre mondiale, l'industrie française espérait ainsi garder sous contrôle la sidérurgie allemande, plus compétitive. Les États-Unis et le capital américain ont aussi joué leur rôle¹⁷.

Même si les intérêts industriels nationaux ont subsisté, avec une importance en dents de scie, la nécessité d'une coopération européenne accrue est progressivement devenue indiscutable dans l'élite économique européenne. La crise de 1973 a réaffirmé l'urgence de l'intégration européenne en créant des marchés plus vastes tant géographiquement que par branche. La construction du marché intérieur va en effet au-delà de la suppression des obstacles nationaux à la libre circulation des capitaux et des services. Elle soumet également de plus en plus de secteurs à la privatisation et à la libéralisation. L'emploi dans les secteurs du charbon, du textile, de l'acier, du verre et de la construction navale a été sacrifié sur l'autel des actionnaires.

Un outil créé par le capital européen

On ne saurait trop insister sur le rôle du capital européen dans la conception concrète de l'intégration européenne. Si le capital allemand est aujourd'hui prédominant, la construction européenne n'est en aucun cas un simple projet allemand de conquête de l'Europe¹⁸. Vers la fin des années 70, alors que l'intégration européenne semblait s'embourber, les PDG de 17 géants européens, tels que Siemens, Thyssen, Philips, Fiat ou Volvo, se sont réunis pour relancer l'intégration européenne. Ensemble, ils ont créé la Table ronde européenne des industriels (ERT)¹⁹.

Avec le recul, on ne saurait trop insister sur l'impact de leur projet daté de 1985, *Europe 1990: un agenda pour l'action*, qui a conduit au traité fondateur de Maastricht en 1992. La première réunion de l'ERT a pu compter sur la présence de François-Xavier Ortoli et d'Étienne Davignon, représentants de la Commission européenne. Quelques années plus tard, Ortoli et Davignon ont présidé l'Association pour l'Union monétaire européenne, fondée par l'ERT. Ils ont du reste rejoint l'ERT en tant que dirigeants de Total et de la Société Générale de Belgique. Des années plus tard, Jacques Santer, alors président de la Commission européenne, n'a pas ménagé ses éloges pour cette initiative de lobbying de l'ERT: « Ce soir, je me sens vraiment chez moi, entre amis. Lorsque je suis devenu président de la Commission en 1995, l'Association était à peu près le seul organisme qui nous soutenait dans notre ferme conviction que la monnaie unique deviendrait une réalité. C'est comme jouer un match à domicile²⁰. »

Les traités européens sont à peu près la seule constitution au monde définissant une politique économique assez détaillée.

Pour les membres de l'ERT, un marché unique ne suffisait pas. « Le Japon a une monnaie. Les États-Unis ont une monnaie unique. Comment la Communauté peut-elle vivre avec douze ? », lit-on dans le rapport de l'ERT de 1991, *Reshaping Europe*. Une monnaie commune faciliterait la convergence des prix, des taux d'intérêt, des budgets et des salaires des différents pays européens. Les PDG européens voulaient

un instrument puissant pour façonner le monde. « Aucun pays européen ne peut à lui seul influencer de manière décisive la forme du monde », soulignait le rapport. Les capitaux européens savaient bien que, sans un marché plus grand, une monnaie unique et, à terme, un appareil d'État européen, ils ne seraient pas en mesure de faire face à la concurrence mondiale. Cette conscience se révélera une arme puissante contre les tendances centrifuges.

Plus clairement encore que les États nationaux, l'appareil étatique européen en devenir n'est pas neutre. Les traités européens sont à peu près la seule constitution au monde définissant une politique économique assez détaillée. Ce sont des textes hautement idéologiques. Les objectifs en termes de déficit public compliquent tout effort keynésien. Les institutions de base, comme la Commission européenne et le Parlement, sont poreuses à toutes sortes de lobbies d'entreprises, à tous les niveaux de décision, mais imperméables au contrôle populaire. Seule la Commission non élue peut proposer des lois.

Depuis le traité de Lisbonne de 2008, les systèmes de vote au sein du Conseil ont renforcé la domination des grands États membres sur les plus petits. Les résultats des référendums contre l'austérité, contre le traité constitutionnel ou contre un accord d'association sont ignorés. « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens », a déclaré le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Les mémoires de l'ancien ministre grec des Finances Yanis Varoufakis, *Conversations entre adultes*, ouvrent les yeux de tous ceux qui pensent qu'il pourrait y avoir une marge de manœuvre au sein du Conseil des ministres, la chambre intergouvernementale et primaire du pouvoir législatif européen. Sa phrase « J'aurais aussi bien pu chanter l'hymne national suédois » illustre bien l'attention portée par ses collègues européens aux souhaits du peuple. Paul Magnette (PS), alors ministre-président wallon, a décrit l'Union comme un mécanisme destiné à isoler les opinions minoritaires. Sous pression, sa résistance à l'accord de libre-échange CETA s'est d'ailleurs avérée éphémère.

Sans surprise, l'Union intervient généralement pour le compte du capital européen et, surtout, de ses factions dominantes. Si la Grèce a été bombardée de diktats d'austérité, l'Allemagne n'a jamais été sanctionnée pour ses surplus déstabilisants. Lorsque le gouvernement irlandais a été soumis à une forte pression populaire pour abolir le prix de l'eau, la Commission européenne a même oublié les exceptions légales de sa propre directive pour soutenir le gouvernement contre le mouvement.

La zone euro et l'État supranational en construction sont, avant tout, un projet politique. Ses architectes, qui ne sauraient être réduits au capital allemand, se battent pour lui. La mise en œuvre de certaines réformes nécessaires, y compris une certaine flexibilité, pour sauver l'euro, du moins à court terme, n'est pas exclue. La future grande coalition allemande ne semble pas vouloir exclure des mécanismes de soutien financier très limités en échange de réformes structurelles. La création d'un ministre européen du Trésor et des Finances n'est plus seulement une élucubration théorique.

Cela va de pair avec une militarisation accrue des contrôles communs des frontières et de l'intégration des entreprises et forces militaires européennes. Thomas Friedman l'expliquait : « La main cachée du marché ne fonctionnera jamais sans un poing caché. McDonald's ne peut prospérer sans McDonnell Douglas, le concepteur du F-15 Eagle. » Le lancement d'un Fonds européen de défense avec un Programme européen de développement industriel pour la défense soutiendra à coup de subsides le renforcement d'un complexe militaro-industriel européen. En novembre 2017, plus de vingt États ont lancé une coopération structurée permanente en matière de défense. Compte tenu de sa puissance militaire relative par rapport à l'Allemagne, la France espère que cette intégration renforcera son poids au sein de l'Union. L'Allemagne espère quant à elle prendre la tête du projet à travers le concept de Nation-cadre. Les Pays-Bas, la République tchèque et la Roumanie ont déjà placé une partie de leurs forces armées sous commandement allemand.

La nécessité d'une rupture européenne

En quelque sorte, les partisans d'une sortie et les réformistes de l'UE partagent des points forts et des points faibles opposés. Contre les illusions réformistes, les partisans d'une sortie insistent à juste titre sur la rupture nécessaire avec les traités de l'UE. En s'opposant aux illusions sur un retour aux États nationaux, les réformistes de l'UE ont raison d'avancer une perspective européenne.

Cependant, ces deux arguments présentent chacun des lacunes importantes. D'une part, tous deux se focalisent sur le gouvernement plutôt que sur le pouvoir, et minimisent l'importance du contre-pouvoir et de l'action extra-parlementaire. D'autre part, le plus souvent, les deux manquent d'ambition et n'offrent comme perspective qu'une meilleure gestion du capitalisme.

Soyons clairs: sans rupture, nous ne pourrions pas nous attaquer aux nombreuses crises qui bouleversent notre quotidien. L'ontologie de l'appareil d'État européen ne laisse aucun doute. Le capital européen construit un appareil d'État pour obtenir des parts plus importantes du butin mondial. Les traités et institutions européens actuels garantissent la mainmise des grandes entreprises sur la prise de décision à tous les niveaux, préparent un système de « défense » interventionniste et noient toute contestation du système dans une infinité de comités et de commissions, de réunions et d'institutions. La crise climatique est laissée aux mains du marché. Syriza a été obligée d'appliquer quasiment le contraire de son programme. Le fantasme social-démocrate de transformer l'UE en un outil du monde du travail obscurcit la nature de classe des institutions existantes au lieu de sensibiliser sur la nécessité d'un contre-pouvoir. Une Europe réellement différente nécessitera des bases et des institutions très différentes.

Une stratégie socialiste consiste à nourrir et à faire croître le sentiment qu'une rupture est nécessaire, parce que les besoins fondamentaux du peuple entrent en conflit avec la société capitaliste même, et à renforcer la position et la force organisationnelle des classes travailleuses au fil du temps. Sans la construction d'un contre-pouvoir, une Europe fondamentalement différente est inimaginable. Il s'agira de mettre l'accent sur les aspects de la stratégie gramscienne du contre-pouvoir, que Nikos Poulantzas a choisi de minimiser ou d'éliminer²¹. Comme l'a formulé Kevin Ovenden: devant un État, il faut trouver « le sens d'une politique véritablement radicale qui n'évite pas l'État et toutes les contradictions qui s'y attachent, mais offre plutôt une "contre-politique", un chemin entre le mouvementisme apolitique et le parlementarisme réformiste ». En d'autres mots, retrouver le chemin de la lutte des classes mise au placard par la gauche caviar.

Idéalement, un narratif simple mais puissant exprimerait le désir d'une Europe radicalement différente. La « révolution politique » de Bernie Sanders, l'appel à un socialisme 2.0 ou la campagne italienne Potere al popolo expriment en peu de mots le besoin de tout autre chose. Des appels à la démocratisation de l'Union européenne paraissent bien faibles en comparaison. Mais cela ne suffira pas. Construire un contre-pouvoir demandera une participation active à une myriade de mouvements syndicaux et de luttes sociales. Cette participation est essentielle aussi pour faire comprendre qu'une Europe totalement différente

est nécessaire. Des revendications concrètes et des campagnes de sensibilisation sur le fonctionnement et la nature de classe du système actuel sont nécessaires. Une campagne pour un véritable impôt sur la fortune, par exemple, peut donner une place centrale aux contradictions de classe. Pourquoi une multinationale paie-t-elle moins d'impôts que ses agents de nettoyage ? Ou encore, pourquoi réduire les pensions publiques alors que les riches ne paient presque pas d'impôts ? Des questions simples qui divergent néanmoins profondément de propositions de réforme refusant de cibler la concentration des richesses.

Les victoires des mouvements sociaux montrent que la mobilisation et la lutte paient. Dans ce cadre, le travail parlementaire prend lui aussi un sens tout autre. Il est important de faire entendre la voix des mouvements sociaux aux portes du parlement, mais cela ne suffit pas. « Beaucoup de rêves sont arrivés au seuil de votre porte. Ils restent et ils meurent », chantait si bien Nat King Cole à sa *Mona Lisa*. Le travail des parlementaires de la gauche radicale sert au renforcement de ce contre-pouvoir. Les députés amènent les luttes des travailleurs dans l'arène parlementaire et retournent ensuite auprès des citoyens pour les informer et renforcer le contre-pouvoir. Sans renforcer le parlementarisme omniprésent, la gauche radicale peut ainsi tracer un chemin crédible vers un véritable changement.

En même temps, une rupture nécessite absolument une perspective au moins européenne. Un contre-pouvoir dans un seul pays se fera écraser. Face aux multinationales européennes, la lutte des classes requiert déjà aujourd'hui une telle dimension européenne. Les pilotes de Ryanair auraient-ils pu exiger leur droit à la représentation syndicale sans menace de grève européenne ? L'usine d'Audi Forest existerait-elle sans la solidarité des travailleurs allemands ? Quel serait aujourd'hui le statut des dockers sans leur mouvement européen ? Ce qui vaut pour la lutte des classes vaut *a fortiori* pour la construction d'une société totalement différente. Un socialisme 2.0 belge au milieu d'un continent européen hostile serait insoutenable. En outre, même si cet État résistait aux pressions extérieures, des questions fondamentales, allant du changement climatique à l'accueil des réfugiés, ne pourraient être réglés.

Cette stratégie européenne rend indispensable un renforcement et une intensification des interactions et de la coordination entre les partis de la gauche authentique au niveau européen ou sous-européen. Elle ne signifie pas en revanche l'abandon des luttes nationales. Les initiatives déconnectées des réalités locales ne remplaceront jamais le travail de terrain. Au contraire, changer

*Une Europe
réellement différente
nécessitera des bases
et des institutions
très différentes.*

l'équilibre des forces au sein de chaque pays sera essentiel pour créer des locomotives porteuses de changement pour l'ensemble du continent. C'est bien ainsi qu'une Europe fondamentalement différente peut être construite, libérée du fondamentalisme de marché et de l'autoritarisme des grandes entreprises.

Une version plus longue de cet article paraîtra bientôt dans Catalyst dans le cadre d'un débat sur l'Europe avec entre autre Bernd Riexinger, Costas Lapavitsas et Cédric Durand.



- 1 Ferdi De Ville, « En nu, sociaaldemocraten in Europa ? », 22 juillet 2015, www.poliargus.be/en-nu-sociaaldemocraten-in-europa/.
- 2 Cédric Durand, « La Unión Europa no es un campo de batalla », Madrid, 20 février 2016, <https://www.vientosur.info/spip.php?article11030>. Traduction en français sur le site Alencontre, <http://alencontre.org/europe/debat-lunion-europeenne-nest-pas-un-champ-de-bataille-cest-une-prison.html>.
- 3 J. Stiglitz, *The Euro: How a Common Currency Threatens the Future of Europe*, W.W. Norton & Company, New York, 2016.
- 4 M. Davidson, « Wolfgang Streeck: The euro, a political error », 29 juillet 2015, <https://www.versobooks.com/blogs/2146-wolfgang-streeck-the-euro-a-political-error>.
- 5 F. Lordon, Pour une monnaie commune sans l'Allemagne (ou avec, mais pas à la francfortoise), *Les blogs du « Diplo »*, 25 mai 2013, <https://blog.mondediplo.net/2013-05-25-Pour-une-monnaie-commune-sans-l-Allemagne-ou-avec>.
- 6 C. Lapavitsas et al., *Crisis in the Eurozone*, Verso, Londres, 2012, p. 223.
- 7 C. Lapavitsas, « For a Class-Based Strategy of the Left in Europe », *Catalyst: A Journal of Theory and Strategy*, 3.
- 8 F. Wilde, « Winning Power, Not Just Government », *Jacobin Magazine*, 18 avril 2017, <https://www.jacobinmag.com/2017/04/left-parties-government-elections-socialist-politics/>.
- 9 Voir les exemples récents de C. Lapavitsas et T. Mariolis, « Eurozone failure, German policies, and a new path for Greece », mars 2017, <https://www.rosalux.de/en/publication/id/14546/eurozone-failure-german-policies-and-a-new-path-for-greece/> ou de C. Durand et S. Villemot, « Balance Sheets after the EMU: an Assessment of the Redenomination Risk », 10 octobre 2016, <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/dtravail/WP2016-31.pdf>.
- 10 Y. Varoufakis et J. K. Galbraith, « Why Europe Needs a New Deal, Not Breakup », *The Nation*, 23 octobre 2017, <https://www.thenation.com/article/why-europe-needs-a-new-deal-not-breakup/>.
- 11 P. De Grauwe, « The Catalan crisis and Brexit stem from the same kind of nationalism », 4 octobre 2017, <http://escoriallaan.blogspot.be/2017/10/catalonia-and-brexit-same-nationalism.html>.
- 12 K. Ovenden, *Syriza*, Pluto Press, Londres, 2015, p. 104-132.
- 13 T. Auvray & C. Durand, « Un capitalisme européen ? Retour sur le débat Mandel-Poulantzas », dans J.-N. Ducange & R. Keucheyan, *La Fin de l'État démocratique*, Presses universitaires de France, Paris, 2016, p. 142-161 (159).
- 14 H. Flassbeck & C. Lapavitsas, *Against the Troika*, Verso, Londres, 2015.
- 15 G. Paelinck, « Puigdemont komt spreken bij N-VA Leuven "over hoe socialistische hegemonie te doorbreken" », VRT News, 5 janvier 2018, <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2018/01/05/puigdemont-komt-spreken-bij-N-VA-leuven-over-hoe-socialistische/>.
- 16 Comparer dans ce sens F. Lordon, *La malfaçon: Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Les liens qui libèrent, Paris, 2014.
- 17 T. Auvray & C. Durand, *op. cit.*, p. 142-161.
- 18 Même s'il est clair que le capital allemand essaie de mener la danse et y réussit largement.
- 19 B. Van Apeldoorn, « The European Round Table of Industrialists: Still a Unique Player ? » dans J. Greenwood, *The Effectiveness of EU Business Associations*, Palgrave, Basingstoke, 2002, p. 194-206.
- 20 B. Balanyá, A. Doherty, O. Hoedeman, A. Ma'anit & E. Wesselius, *Europe Inc. Regional and Global Restructuring and the Rise of Corporate Power*, Pluto Press, Londres, 2000, p. 49.
- 21 N. Poulantzas, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, PUF, 1978.